

Eric Corijn : « Bruxelles est la réalité multiculturelle que la Flandre ne veut pas »

28 février 2025 par [Karl van den Broeck](#)

Le professeur Eric Corijn voit certainement des solutions pour démêler la réalité complexe de Bruxelles. (RV)

Donald Trump a-t-il finalement raison ? Bruxelles est-elle vraiment un *véritable enfer* ? Quatre-vingt-dix fusillades en 2024, 10 000 sans-abri dans la rue ou dans les gares, un gigantesque problème de déchets, un budget en berne. Et neuf mois après les élections, il n'y a toujours pas de gouvernement. Y a-t-il quelque chose dans l'eau potable à Bruxelles qui dérange tant les Bruxellois ? Nous avons écouté Eric Corijn, le plus intelligent de tous les Bruxellois.

Nous allons d'abord nous intéresser à la politique bruxelloise. La *politique politicienne*. En Région de Bruxelles-Capitale, le gouvernement doit être formé après que les communautés flamande et francophone ont chacune trouvé une majorité dans leur propre groupe linguistique et se sont mises d'accord sur les « compétences communautaires » qu'elles exercent chacune séparément (éducation, aide sociale, culture, etc.). Ils concluent ensuite un accord sur les « compétences régionales » (mobilité, logement, travail, économie, travaux publics, etc.).

Après près de neuf mois de négociations, il n'y a toujours pas de gouvernement. Le PS, qui a tenu bon lors des élections mais a quand même dû constater que le MR était devenu le premier parti, a rompu un accord avec Les Engagés et les libéraux car une majorité s'est formée du côté flamand avec Groen (le plus grand parti de ce groupe linguistique), la N-VA, Vooruit et l'Open Vld. Le PS ne veut en aucun cas former une majorité avec la N-VA.

Une position sur laquelle le parti ne reviendra pas. Le formateur francophone David Leisterh (MR) était acculé. Lorsqu'il a jeté l'éponge la semaine dernière, un duo a été proposé pour obtenir une majorité. Une position sur laquelle le parti ne veut pas transiger.

Le formateur francophone **David Leisterh** (MR) s'est donc retrouvé dos au mur. Lorsqu'il a jeté l'éponge la semaine dernière, un duo a été proposé pour relancer les discussions : **Elke Van den Brandt** (Groen) et **Christophe De Beukelaer** (Les Engagés).

Cela amène immédiatement à la première question pour le professeur **Eric Corijn** (77 ans). Philosophe de la culture et spécialiste des sciences sociales, il est depuis de nombreuses années une voix importante dans le débat sur le développement urbain, les sociétés multiculturelles et l'avenir de Bruxelles en tant que métropole. Même après avoir pris sa retraite de professeur, il reste affilié à l'**Université libre de Bruxelles** (VUB) et actif dans divers centres de recherche, groupes de réflexion et organes consultatifs.

Grâce à ses bons contacts dans le monde universitaire, la société civile et la politique, il est peut-être l'un des observateurs de Bruxelles les mieux informés.

Normalement, les communautés francophone et flamande forment chacune une majorité à elles seules. Est-il déjà arrivé que les deux formateurs soient envoyés ensemble ?

Eric Corijn : « Non, c'est nouveau, et c'est aussi un fait politique important. Officiellement, le gouvernement bruxellois est toujours formé avec deux majorités distinctes : une pour le groupe néerlandophone et une pour le groupe francophone, qui sont ensuite réunies autour d'un programme régional. Maintenant, on voit qu'une tournée d'information conjointe est en cours, car le blocage se situe entre les deux communautés. »

Les francophones et les Flamands se sont jetés de la boue au cours des derniers mois. Les francophones n'ont pas apprécié le fait que la majorité flamande ait déjà conclu des accords sur des questions régionales telles que la fusion des municipalités. Les Flamands, quant à eux, ont trouvé scandaleux que les francophones s'ingèrent dans les affaires de la majorité flamande.

« C'est la première fois que, sous l'impulsion de la N-VA, des propositions qui nécessitent une réforme interne de l'État sont explicitement incluses dans l'accord partiel flamand. Les francophones y voient un prélude à des négociations communes. Cependant, c'est le cœur d'une politique bruxelloise. Les institutions flamandes sont utilisées bien plus largement que par la seule petite minorité flamande. Et ce cosmopolitisme se heurte à la politique flamande. Les francophones constituent la plus grande communauté, mais ils ont une approche plutôt monoculturelle pour une population extrêmement diversifiée. Les institutions actuelles doivent vraiment être repensées si l'on veut une représentation démocratique pour les 1,2 million d'habitants de Bruxelles. »

De nombreux francophones ont voté pour les listes flamandes. Comment se présentent les relations linguistiques aujourd'hui ?

« Cela dépend de ce que vous mesurez exactement. Si vous regardez la langue parlée à la maison, vous arrivez à environ 5 % de ménages néerlandophones. Si vous regardez le vote aux élections, les cartes d'identité ou l'éducation, vous pouvez aller vers 10 à 15 %. C'est très fragmenté. La plupart des familles parlent plusieurs langues et il y a beaucoup de Bruxellois qui ne se sentent pas nécessairement flamands mais qui envoient leurs enfants dans des écoles néerlandophones. Sur le plan institutionnel, Bruxelles est bilingue, mais dans la pratique, c'est une ville multilingue et internationale qui se caractérise par de très nombreuses formes hybrides. Cette réalité ne correspond pas à la manière dont la Belgique est structurée, à savoir en États fédéraux bilingues, Bruxelles étant une région résiduelle. »

Eric Corijn : « C'est la première fois que l'accord partiel flamand contient des propositions qui nécessitent une réforme interne de l'État. »

« La fusion des communes n'est pas une mince affaire. Aujourd'hui, les francophones peuvent encore faire valoir la force démocratique du nombre. Les Flamands n'ont pas de représentation garantie, comme c'est le cas au niveau régional (*dix-sept parlementaires, deux ministres et un secrétaire d'État sont toujours flamands, quel que soit le nombre de voix flamandes, KvdB*). Si l'on devait tout fusionner en une seule ville de Bruxelles (peut-être avec des arrondissements), les francophones craignent que la parité institutionnelle – la garantie d'un certain nombre de postes flamands – ne soit plus solidement ancrée. Ils considèrent que ce n'est pas démocratique. Après tout, 80 à 90 % de la ville est francophone ou diversifiée sur le plan linguistique, et la parité obligatoire pour les Flamands revient à ignorer la grande majorité. »

« En même temps, il faut reconnaître que Bruxelles a trop de mandats et d'institutions politiques. Il y a dix-neuf communes avec des territoires et des poids très différents, six zones de police, trois commissions communautaires, etc. C'est très difficile sur le plan administratif et cela entraîne une segmentation et une division. Je plaiderais donc pour une rationalisation, mais qui respecte la réalité de Bruxelles en tant que ville multiculturelle, y compris la protection des minorités. »

Les Flamands ont rappelé aux francophones que la protection de la minorité flamande à Bruxelles est liée à la protection de la minorité francophone au niveau fédéral. Comment cela fonctionne-t-il ?

« Au niveau fédéral, il y a une répartition égale des ministres entre Flamands et Francophones, alors que les Flamands sont majoritaires en Belgique. À Bruxelles, le rapport s'inverse : là-bas, la majorité francophone est beaucoup plus importante. Dans les deux gouvernements, il y a parité. C'est un système qui assure la stabilité, mais aussi des blocages. Et puis, on oublie qu'en Belgique, on parle de territoires clairement séparés et largement unilingues. Cette spatialité n'existe pas à Bruxelles. Une ville n'est pas un pays. L'urbanité est avant tout mixte. »

Bruxelles est économiquement riche, mais la population est en moyenne plus pauvre. Pourquoi ?

« C'est le grand paradoxe : Bruxelles est très productive sur le plan économique – on y dénombre quelque 835 000 emplois – mais de nombreux Bruxellois n'y ont pas accès. Souvent parce qu'ils ont un niveau d'éducation inférieur ou parce que les emplois sont hors de leur portée. La moitié de ces emplois sont occupés par des navetteurs. Mais ils paient leurs impôts dans d'autres régions. De nombreux employés internationaux y séjournent également temporairement et contribuent peu au niveau local. Beaucoup de personnes à hauts revenus vivent en périphérie. Cela fait du Brabant flamand et du Brabant wallon les provinces les plus riches. »

Dans d'autres capitales, on constate que la périphérie appartient souvent aussi à la ville, ou du moins est incluse dans une politique métropolitaine. Il suffit de regarder le ring d'Anvers. Il est payé par la Flandre. Les tunnels de Bruxelles, en revanche, sont payés par la Région bruxelloise, même s'ils sont principalement utilisés par les navetteurs et que la moitié des habitants de la région n'ont pas de voiture. Ou encore la fusion à Anvers avec Borsbeek, impensable pour Bruxelles avec Dilbeek ou Vilvorde.

La perception de Bruxelles est souvent négative, voire catastrophique en matière de sécurité. Quel est votre point de vue ?

« Bruxelles est une ville très duale et cela se reflète dans la géographie sociale. Il existe une grande différence entre les quartiers où l'on trouve les revenus les plus élevés et ceux où le chômage et la pauvreté prédominent. Cet écart social se traduit également par des problèmes de sécurité. La criminalité est souvent liée à des circonstances sociales, et pas seulement à des intentions purement criminelles. C'est pourquoi les problèmes se situent principalement à Cureghem (Anderlecht) ou à Molenbeek et moins à Uccle et Forest. »

L'approche de la police à Bruxelles diffère de celle des autres villes en raison de la fragmentation administrative. Dans quelle mesure cela pose-t-il problème ?

« Très problématique. Nous sommes dans une situation où il y a six zones de police différentes, chacune avec sa propre approche. Il n'y a pas de véritable politique métropolitaine. Cela signifie que la criminalité se déplace d'une zone à l'autre sans approche coordonnée. »

« La criminalité n'est pas seulement une question d'application de la loi, mais aussi d'inégalité sociale. »

« Aujourd'hui, on met beaucoup l'accent sur la répression, mais ce n'est que traiter les symptômes. Il faut s'attaquer à la violence, c'est certain. Si on ne s'attaque pas aussi aux causes sociales – chômage, logement, décrochage scolaire – on entre dans un cercle vicieux. On investit dans plus de policiers dans la rue, mais pas dans la mobilité sociale ascendante des jeunes. Et cette politique de police concerne principalement les Robocops et beaucoup moins la police de proximité et de quartier. Une politique de sécurité intégrée nécessite une approche plus intégrée et également plus ciblée par secteur : circulation, déchets, drogues, nuisances... C'est pourquoi il est également urgent de mettre en place une politique de développement de quartier à Bruxelles. »

À Anvers, le bourgmestre Bart De Wever a demandé l'aide du gouvernement fédéral pour lutter contre le trafic de drogue. Bruxelles est-elle donc critiquée pour ne pas en faire assez elle-même ?

« Ce qui se passe à Anvers est comparable. Là aussi, on voit des gangs de trafiquants de drogue, de la violence et des meurtres commandités. Mais l'image véhiculée par les

médias est différente. En Flandre, Anvers n'est pas considérée comme un *trou*. Bruxelles est constamment présentée comme une zone à problèmes. »

Des réformes structurelles sont-elles nécessaires à Bruxelles dans le domaine de la sécurité ?

« Certainement. Il faut créer une zone de police unique. Il faut mettre en place une politique de sécurité métropolitaine au lieu d'une politique fragmentée qui s'enlise au niveau communal. Et surtout, il faut prendre au sérieux l'aspect social de la sécurité. Car la criminalité n'est pas seulement une question de maintien de l'ordre, mais aussi d'inégalité sociale. »

« Il faut aussi se rendre compte que le sentiment d'insécurité n'est pas toujours égal à l'insécurité réelle. Les médias se focalisent fortement sur les incidents à Bruxelles, ce qui crée une caricature en Flandre. La ville a en effet de vrais problèmes, mais ils sont liés à la pauvreté, au logement et au manque de perspectives d'avenir. Plus d'un tiers de la population vit au seuil de pauvreté ou en dessous. Le chômage des jeunes est très élevé. En bref, Bruxelles a besoin d'une politique intégrée qui s'attaque aux causes fondamentales, pas seulement aux symptômes. »

Vous parlez de politique « intégrale ». Mais même dans les questions non communautaires, on constate que les pouvoirs sont répartis entre les régions, les communautés, les municipalités, etc. Est-ce là le cœur du problème : que Bruxelles soit à la fois une ville et une région, et qu'elle nécessite en fait une approche différente de celle de la Flandre ou de la Wallonie ?

« Exactement. Bruxelles est considérée comme la « troisième région » de Belgique, mais c'est une région urbaine. La Flandre et la Wallonie sont de petits pays, Bruxelles est la ville la plus diversifiée d'Europe. Ce caractère urbain a été doté d'un carcan institutionnel, principalement pour représenter les deux communautés monolingues des autres régions et non pour refléter la diversité cosmopolite de Bruxelles - trois quarts de la population ! - à représenter. Cela crée un énorme déficit démocratique et un style de gouvernement totalement inapproprié. »

« Supposons que vous réorganisiez réellement le système, vous devriez considérer Bruxelles comme une métropole, vous devriez réorganiser l'administration en fonction de l'ordre spatial réel - une fusion des municipalités avec 25 ou 30 districts en même temps -, il faudrait alors étendre le droit de vote – aujourd'hui, environ 40 % des Bruxellois ne sont pas représentés – bref, il faudrait réinventer la démocratie. Mais tant que les deux communautés ne seront pas prêtes à lâcher leur emprise monolingue, nous nous retrouverons avec un patchwork ingérable. »

Bruxelles possède une société civile importante et dynamique. Parfois, elles semblent prendre le relais du gouvernement parce que celui-ci n'est pas assez fort.

« Bruxelles a un gouvernement faible et une société civile très active. C'est le cas depuis les années d'après-guerre, marquées par l'exode rural et la destruction des villes. Avant même la création du premier gouvernement régional en 1989, il existait de nombreux comités de quartier. »

Aujourd'hui, la société civile dépend fortement des réglementations et des subventions, qui proviennent de diverses sources (Région bruxelloise, Communauté flamande, Communauté française, municipalités, etc.). Cela crée beaucoup de fragmentation. Il existe de nombreuses organisations, mais elles opèrent souvent dans leur propre coin (linguistique) et avec des réglementations de subvention différentes. Il est donc difficile de parler d'une seule voix. Pourtant, la société civile bruxelloise est créative et résiliente, et des campagnes ou des manifestes sont régulièrement lancés et reçoivent des soutiens de toutes parts. Cette semaine, par exemple, nous lançons « Nous existons encore ! », un appel à une avancée politique, mais aussi contre le déclin social annoncé.

Comment cette diversité à Bruxelles s'articule-t-elle avec les politiques flamande et francophone, qui projettent chacune leur propre vision de la ville ?

« Pour les Flamands, Bruxelles est souvent considérée comme une zone sinistrée, dépourvue d'administration « efficace » et dépensant « trop » d'argent. Les francophones, en revanche, voient Bruxelles comme le cœur bilingue de la Belgique, mais la gouvernent souvent comme s'il s'agissait d'une ville francophone. Tous deux sous-estiment le fait que 184 nationalités vivent à Bruxelles, que 104 langues y sont parlées, que plus des deux tiers des ménages sont mixtes et que l'anglais est désormais la deuxième langue la plus parlée.

« Aucune des deux communautés n'a de réponse adaptée, car elles partent toutes deux de leur modèle conceptuel monolingue. »

« Ces modèles monoculturels – le modèle flamand avec son accent sur le néerlandais et l'identité flamande et le modèle francophone avec son lien avec Paris et l'unitarisme belge – ne s'intègrent pas dans une ville où la langue et l'origine s'entremêlent. Bruxelles est la ville la plus diverse d'Europe et aussi la plus métissée. Elle devrait pouvoir développer ses propres solutions, par exemple en matière d'éducation, de politique culturelle et de développement urbain. Aucune des deux communautés n'a de réponse adéquate, car elles partent toutes deux de leur modèle de pensée monolingue et n'ont pas de réponse quant à la manière de représenter la cohésion sociale et territoriale. Bruxelles est aussi une ville où beaucoup de gens arrivent et partent. Jusqu'à 10 % des Bruxellois partent chaque année et en quelques décennies, plus d'un million de personnes sont passées par la ville.

Je vous entends déjà : « Il faut avoir une autre conception de Bruxelles ». Mais les politiques semblent s'être figés dans le modèle belge. En même temps, vous

constatez depuis cinquante ans que l'économie n'a pas besoin de tout le monde et que nous sommes de plus en plus stricts pour ceux qui n'ont pas de travail.

« Toute l'Europe est prise dans un récit néolibéral. Ce récit, qui fait comme si tout le monde sur la planète était en lutte concurrentielle, doit prévoir l'éducation et l'innovation et surtout une main-d'œuvre bon marché. À Bruxelles, cette transition postindustrielle s'est faite rapidement : l'industrie a complètement disparu et le marché du travail est tertiaire et hautement qualifié. Les quartiers ouvriers sont maintenant devenus des quartiers d'immigrants pauvres. Il existe un grand décalage entre la population et la demande sur le marché du travail. L'économie formelle, axée sur la productivité et le profit, exclut un certain nombre de personnes. En outre, des économies informelles, voire illégales, émergent, telles que le trafic de drogue, la contrebande, les magasins de nuit et beaucoup de travail non déclaré.

L'internationalisation de la ville fait grimper les prix de l'immobilier. De nombreux membres de la classe moyenne déménagent en périphérie. C'est une ville de locataires qui doivent consacrer une part trop importante de leurs revenus au logement. Il y a une pénurie de logements sociaux : seuls 10 % du parc immobilier, un tiers de la population bruxelloise vit dans des logements surpeuplés et plus de 50 000 familles sont sur liste d'attente pour un logement social. Toutes ces dynamiques rendent Bruxelles extrêmement complexe. Nous devons développer une politique qui ne se concentre pas uniquement sur l'intégration dans « un marché du travail flamand » ou « un réseau francophone », mais sur la diversité réelle de la ville elle-même. »

« Les recherches montrent aujourd'hui clairement qu'environ 40 à 60 % de la production de valeur ajoutée dans une ville provient d'une économie purement locale et n'est pas du tout compétitive à l'échelle mondiale. Elle concerne la reproduction de la vie quotidienne, l'entretien des infrastructures et du patrimoine, ainsi que les services locaux. Cette économie est un moteur qui reste sous-développé. Développer cette économie essentielle au niveau du quartier, en tant qu'économie circulaire avec des chaînes courtes, visant l'emploi local, avec un gouvernement facilitateur et plus de coopération et de solidarité locales, est un modèle de développement urbain prometteur qui est sous-exposé dans nos modèles nationaux. »

Bruxelles est une ville progressiste. L'extrême droite n'a pas élu un seul représentant au parlement et les partis de gauche ont même une (faible) majorité. En Flandre, nous assistons à un fort virage à droite, avec la montée du Vlaams Belang et un durcissement du discours sur Bruxelles. Comment expliquez-vous cela ?

« Exactement. Non seulement le Vlaams Belang, mais aussi la N-VA n'ont pas obtenu un seul représentant élu dans les conseils municipaux. Bruxelles est diabolisée. Bruxelles est la réalité urbaine multiculturelle qu'ils ne veulent pas. Ils voient Bruxelles comme un

exemple de ce que la Flandre ne devrait pas devenir, c'est-à-dire principalement une banlieue. Et pourtant, c'est ce que sera l'avenir. »

« En prévision de cela, la Flandre poursuit une politique d'assimilation avec des mesures identitaires, telles que l'obligation de connaître le néerlandais pour obtenir un logement social. Ces mesures sont à la limite de la légalité. Mais il ne s'agit pas seulement de la mesure elle-même. Il s'agit du signal qu'elle envoie : ceux qui ne parlent pas parfaitement le néerlandais n'ont pas leur place. »

Le succès de l'extrême droite à Alost et dans la région de la Dendre est-il le résultat des difficultés rencontrées à Bruxelles ?

« Vous voyez qu'à Bruxelles, les loyers ne cessent d'augmenter et que les personnes à faibles revenus déménagent dans des villes comme Alost, Tournai et Charleroi. La rénovation urbaine n'a pas suivi le rythme là-bas et on peut encore trouver un logement pour 600 euros. Les gens sont donc obligés de déménager dans des endroits où le logement est moins cher. »

« Mettre Bruxelles sous tutelle n'est pas une option : l'État fédéral ne peut pas donner d'ordres à une région car la Belgique est une fédération sans hiérarchie dans les États. »

« Ce nouvel afflux de résidents n'est pas bien accueilli par tout le monde. À Alost, on voit que les partis de droite en profitent : ils jouent sur le sentiment que les « étrangers » ou les « personnes issues de l'immigration » envahissent la ville. Mais en réalité, ces évolutions démographiques plaident en faveur de meilleurs accords dans ce que nous appelons la zone urbaine fonctionnelle, une réalité socio-économique qui compte quelque trois millions d'habitants. »

Le logement abordable est un défi majeur partout. À Bruxelles, le problème est très aigu.

« Le marché du logement à Bruxelles a complètement déraillé. Si vous voulez louer un appartement pour 600 euros ces jours-ci, vous ne trouverez presque rien. C'est le grand problème : les logements abordables disparaissent et sont remplacés par des appartements chers qui ne sont tout simplement pas abordables pour de nombreux Bruxellois. »

« Cela ne concerne pas seulement les nouveaux arrivants ou les personnes en situation précaire. Les familles de la classe moyenne qui travaillent et qui veulent continuer à vivre à Bruxelles sont également confrontées à ce problème. Les salaires augmentent à peine, mais les loyers, eux, augmentent. Cela crée une énorme pression sociale. »

« En outre, ce patrimoine est très obsolète. Pour répondre aux exigences climatiques, quelque 250 000 logements doivent être isolés ! Personne ne sait comment s'y prendre. Cela ne fonctionnera certainement pas avec de simples subventions aux propriétaires.

Cela nécessitera une approche collective axée sur le quartier avec des tiers payants et des coopératives énergétiques. »

Comment y remédier ?

« Il faut des mesures structurelles. Il y a beaucoup trop peu de logements sociaux et aucun véritable contrôle des loyers. Sans réglementation, le marché continuera à s'envoler. Mais la Flandre et Bruxelles ont des points de vue très différents à ce sujet. La Flandre veut moins de réglementation et plus de « forces du marché », tandis que Bruxelles parle de contrôle des prix, mais peut difficilement l'appliquer. »

Certains politiciens menacent de placer Bruxelles sous tutelle fédérale. Est-ce réaliste ?

« Juridiquement, c'est difficilement possible. L'État fédéral ne peut pas donner d'ordres à une région car la Belgique est une fédération sans « hiérarchie des États ». Cependant, le gouvernement fédéral peut exercer une pression par le biais des canaux financiers. Bruxelles emprunte beaucoup d'argent, environ 30 % du budget ! Si les banques devaient fermer le robinet de l'argent pour Bruxelles, le gouvernement fédéral pourrait se porter garant sous certaines conditions de politique et de réformes. Donc, dans la pratique, une pression peut être exercée en raison de la situation financière catastrophique, mais officiellement, la mise sous tutelle n'est pas vraiment une option. »

Enfin, quel est selon vous le tournant ou l'étape le plus important à franchir pour aider Bruxelles à progresser structurellement ?

« Je dirais : tout d'abord, la prise de conscience que Bruxelles est une réalité à part entière, la plus grande ville du pays, et non une version miniature de la Flandre ou de la Wallonie. Cette reconnaissance doit permettre à tous les Bruxellois, quelle que soit leur nationalité ou leur langue, d'être des citoyens à part entière. Il faut alors une sorte de logique cosmopolite de citoyenneté post-nationale. Cela pourrait signifier, par exemple, que toute personne qui vit ici a également le droit de voter pour la région. Aujourd'hui, jusqu'à 40 % de la population n'a pas son mot à dire sur la façon dont la région est gouvernée.

Deuxièmement, il faut lutter contre le parochialisme institutionnel, mais cela ne peut se faire uniquement du haut vers le bas. Vous pouvez mettre en œuvre des fusions ou des réformes, mais vous devez aussi prendre au sérieux les 118 quartiers, soutenir la société civile et élaborer ensemble une politique qui tienne compte de la diversité. Sinon, vous continuerez à imposer un équilibre artificiel entre les néerlandophones et les francophones, alors que la réalité est bien plus colorée.

Troisièmement : lutter contre la pauvreté et améliorer l'accès à l'éducation. Il y a trop peu d'emplois pour les personnes ayant un niveau d'éducation faible ou moyen, et le

logement social fait défaut. On ne résout pas ce problème en disant : « Nous avons 10 000 postes vacants en Flandre ». Beaucoup de Bruxellois ne peuvent pas se rendre là-bas, et la **MIVB** (société de transport public de Bruxelles) n'est pas autorisée à opérer en dehors de la région. Il faut investir localement, dans les projets urbains, dans les infrastructures de quartier et communales, dans l'intégration et l'éducation. Bref, donner à la ville les moyens et le pouvoir de se développer en tant que métropole, au lieu de se focaliser sur les différences communautaires. La simplification institutionnelle peut permettre de faire de grandes économies. »

« Le problème fondamental est que le territoire de Bruxelles est trop petit pour la véritable ville qu'est Bruxelles aujourd'hui. Les frontières officielles de la Région de Bruxelles-Capitale sont basées sur une situation historique, mais la ville elle-même a depuis longtemps cessé de fonctionner à l'intérieur de ces frontières. La dynamique économique et sociale de Bruxelles s'étend bien au-delà, dans le Vlaamse Rand et en Wallonie. »

« Cela signifie que les coûts de Bruxelles restent dans la ville, mais que de nombreuses recettes finissent en dehors de la région. Cela entraîne un sous-financement structurel. Il y a deux façons de résoudre ce problème. Soit on donne à Bruxelles un territoire plus grand pour qu'elle puisse fonctionner comme une véritable métropole (mais je ne crois pas que ce soit réaliste). Ou bien il doit y avoir des mécanismes de financement structurels dans lesquels la Flandre et la Wallonie reconnaissent que Bruxelles n'est pas seulement une capitale, mais aussi un moteur économique qui a besoin de soutien. Un fédéralisme coopératif vraiment sincère. En Belgique, toutes les gares urbaines ont été rénovées en tant que monuments architecturaux, mais dans la capitale, elles sont dans un état déplorable. »